

de cette loi pour la récolte de 1970-1971, au moyen de factures, de demandes ou autrement? Le ministre ou le gouvernement a-t-il été prévenu?

L'hon. M. Benson: Pas moi en tout cas, monsieur l'Orateur, mais je vais me renseigner là-dessus.

M. Don Mazankowski (Vegreville): Une question supplémentaire à l'adresse du ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Comme le bill C-244, la loi de stabilisation concernant le grain des Prairies, ne me semble pas inscrite au programme législatif et que la répartition des montants d'argent qui y sont prévus va se trouver encore retardée, le ministre voudrait-il voir à obtenir et à répartir les montants payables actuellement aux termes de la loi sur les réserves provisoires de blé et toujours consacrés par une loi canadienne?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je crois que le député se trompe, monsieur l'Orateur. Le bill C-244 figure au programme législatif et nous espérons bien nous en occuper.

M. Burton: Comme question supplémentaire, je demanderais au ministre des Finances s'il sait que l'un des membres de la Commission canadienne du blé a déclaré au comité de l'agriculture de la Chambre des communes, le 10 juin, que la Commission a demandé au gouvernement les sommes dues pour 1970-1971. Le ministre ne connaît-il pas son travail?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Benson: Malheureusement...

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—LA RÉPONSE AMÉRICAINE AUX INSTANCES CANADIENNES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures serait-il en mesure d'annoncer à la Chambre quelque chose de positif au sujet des instances faites auprès des autorités américaines quant au transport du pétrole de l'Alaska dans la région de Puget Sound? Le ministre peut-il faire état de progrès vers une entente?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, à l'invitation du gouvernement des États-Unis, nous avons dénoncé l'effet déplorable du transport du pétrole par ces étroits passages et avons été assurés qu'on étudie nos instances à l'heure actuelle.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES À AMCHITKA—LES PROTESTATIONS DU CANADA

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Une question supplémentaire à l'adresse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Puisqu'on rapporte de Washington que le président Nixon est sur le point de prendre une décision par laquelle il permettrait qu'on retarde ou qu'on contremande les essais nucléaires souterrains dans le Pacifique,

notre gouvernement a-t-il l'intention de faire d'autres instances à celui des États-Unis à l'encontre de cette initiative?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Nous n'avons pas déterminé définitivement si nous devons faire d'autres instances, monsieur l'Orateur, mais il semble très clair, d'après tout ce que nous entendons dire, y compris les nouvelles auxquelles le député se reporte, que les vues du gouvernement du Canada sont bien comprises et que notre vive opposition est connue de tous.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LES MODIFICATIONS ET LE CAS DES COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

M. Stanley Haidasz (Parkdale): Le ministre des Finances pourrait-il apaiser les craintes des coopératives de crédit canadiennes qui voient dans les modifications proposées à la loi de l'impôt sur le revenu une menace pour leur existence?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois qu'on a répondu à cette question-là hier.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—LES POURPARLERS AVEC LE JAPON ET D'AUTRES PAYS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): J'aimerais poser une question au ministre des Finances. Vu les rapports en provenance de Tokyo quant à la possibilité d'entretiens avec le Canada, le ministre nous dirait-il si, de fait, le gouvernement est en pourparlers avec le Japon ou d'autres nations en vue d'un effort concerté pour convaincre les États-Unis de ne pas faire de la surtaxe actuelle une politique à long terme, ou nos démarches sont-elles unilatérales?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, des réunions ministérielles canado-japonaises auront lieu à Toronto lundi et mardi prochains. J'y assisterai. Le ministre des Finances du Japon et moi-même aurons des entretiens bien entendu. En outre, le Groupe des Dix tiendra à Londres, mercredi et jeudi prochains, des réunions à caractère multilatéral.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

MESURES EN VUE D'ATTÉNUER LE CHÔMAGE AU QUÉBEC

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Voudrait-il dire si, à la suite de la récente déclaration du ministre des Finances de Québec à l'effet que le chômage atteindra cet hiver un niveau d'au moins 13 p. 100, un programme spécial sera élaboré afin d'empêcher que ne soit atteint un niveau de chômage aussi désastreux dans la province de Québec?